

Reporting – Exercice Solvabilité 2 au 31/12/2021

Rapport sur la solvabilité et la situation financière

06/04/2022



RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE 2021

10 rue Massue – 94307 Vincennes Cedex

Tél : 01 58 64 41 00 – Fax : 01 58 64 42 30

www.uniprevoyance.fr

Institution de Prévoyance régie par le code de la Sécurité Sociale

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
SYNTHESE.....	5
A ACTIVITE ET RESULTATS.....	7
A.1 Activité.....	7
A.2 Résultats de souscription.....	9
A.3 Résultats des investissements.....	11
A.4 Résultats des autres activités.....	12
A.5 Autres informations.....	12
B SYSTEME DE GOUVERNANCE.....	13
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance.....	13
B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité.....	15
B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité.....	16
B.4 Système de contrôle interne.....	18
B.5 Fonction clé audit interne.....	19
B.6 Fonction clé actuariat.....	20
B.7 Externalisation.....	20
B.8 Autres informations.....	20
C PROFIL DE RISQUE.....	21
C.1 Risque de souscription.....	21
C.2 Risque de marché.....	22
C.3 Risque de crédit.....	23
C.4 Risque de liquidité.....	24
C.5 Risque opérationnel.....	25
C.6 Autres risques importants.....	26
C.7 Autres informations.....	27
D VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ.....	28
D.1 Actifs.....	29
D.2 Provisions techniques.....	31
D.3 Autres passifs.....	34
D.4 Méthodes de valorisation alternatives.....	35
D.5 Autres informations.....	35
E GESTION DU CAPITAL.....	36
E.1 Fonds propres.....	36
E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis.....	38
E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » dans le calcul du capital de solvabilité requis.....	40

E.4	Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	40
E.5	Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	41
E.6	Autres informations	41
F	ANNEXE.....	42
F.1	Etat SE.02.01.16 – Bilan	42
F.2	Etat S.05.01.02 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité	44
F.3	Etat S.05.02.01 – Primes, sinistres et dépenses par pays	45
F.4	Etat S.12.01.02 – Provisions techniques vie et santé similaire à la vie	46
F.5	Etat S.17.01.02 - Provisions techniques non vie.....	47
F.6	Etat S.19.01.01 - Sinistres en non vie – Total des activités non-vie.....	48
F.7	Etat S.23.01.01 – Fonds propres	49
F.8	Etat S.25.01.01 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard.....	50
F.9	Etat S.28.02.01 – Minimum de capital requis – Activités d'assurance ou de réassurance mixtes	51

PREAMBULE

Ce rapport est établi en application de l'Article 35 de la Directive 2009/138/CE (« Solvabilité 2 »). Il contient les informations visées aux articles 307 à 311 du Règlement Délégué 2015/35 pour l'exercice 2021.

Il a été approuvé par le Conseil d'Administration du 6 avril 2022.

SYNTHESE

La présente synthèse met en évidence tout changement important survenu dans l'activité et les résultats de l'Institution, son système de gouvernance, son profil de risque, la valorisation appliquée à des fins de solvabilité et la gestion de ses fonds propres sur la période de référence.

Activité et résultats

Crises sanitaire et économique liées à la pandémie de covid 19

Uniprévoyance a dû faire face dès le premier trimestre 2020 à une crise sanitaire mondiale sans précédent qui a eu très rapidement des conséquences sur l'économie en raison des restrictions d'activité et de circulation des personnes mises en œuvre pour contenir la diffusion de la pandémie.

En tant qu'acteur de l'assurance de personnes, Uniprévoyance a pris, dès mars 2020, l'ensemble des dispositions permettant d'assurer la maîtrise des risques et la continuité de ses activités afin de maintenir le règlement des prestations et les services rendus à ses clients, en lien étroit avec l'ensemble des partenaires de l'Institution. Ces dispositions ont été maintenues sur l'ensemble de l'année 2021.

La mise en œuvre du Plan de Continuité d'Activité a permis d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des services en ayant recours, entre autres, au télétravail pour préserver la sécurité de l'ensemble des collaborateurs. Dans ce contexte, l'Institution a régulièrement communiqué avec les autres membres de la SGAPS UGO afin, par exemple, de favoriser les échanges de bonnes pratiques.

En parallèle, l'Institution surveille étroitement depuis cette date, les impacts courants et prévisionnels de cette crise, notamment :

- les impacts opérationnels sur ses activités et les expositions liées à ses contrats santé et prévoyance,
- les conséquences d'une dégradation de l'environnement macro-économique sur les mois et les années à venir,
- les variations de la valeur des actifs financiers et immobiliers détenus et l'évolution des marchés.

Par ailleurs, tout au long de cette crise, Uniprévoyance s'est mobilisée pour soutenir ses clients et ses assurés.

Environnement et résultats globaux

Après la forte récession consécutive à la crise sanitaire (-8% en 2020), le Produit Intérieur Brut (PIB) français a bénéficié d'un effet de rattrapage avec une croissance de +7% en 2021.

La résilience du marché du travail est meilleure que prévu, grâce notamment au soutien des mesures publiques. L'emploi salarié a ainsi retrouvé son niveau d'avant-crise dès la mi-2021 (taux de chômage de 7,4% à fin 2021) mais avec la persistance d'une activité partielle encore significative.

L'inflation s'est élevée à +1,6% en moyenne annuelle 2021 contre +0,5% en 2020. Cette hausse est essentiellement liée à celle du coût des matières premières et de l'énergie.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires 2021 de l'Institution s'inscrit en nette progression (+4,6% à 777,4 M€) avec un développement significatif de l'activité prévoyance (+12%) et une production toujours dynamique d'affaires nouvelles via l'outil de souscription digital mis à disposition des courtiers (OCCEA).

Les effectifs assurés progressent pour atteindre 1 355 000 personnes protégées.

La résilience dont a su faire preuve l'Institution tout au long de la crise sanitaire se traduit également dans les résultats techniques qui, même s'ils sont en retrait par rapport à 2020, permettent de préserver la solidité financière de l'Institution.

Après une année 2020 très atypique en matière de sinistralité sur le risque santé, l'année 2021 a été marquée par des effets de rattrapage sur la consommation des soins de santé et par l'impact de la mise en place du 100% santé pour les garanties dentaire et audiology. Pour le risque prévoyance, la sinistralité des garanties incapacité (arrêt de travail) s'inscrit en hausse entre 2020 et 2021.

La poursuite des politiques de soutien aux économies des banques centrales a maintenu les taux et les primes de risque à des niveaux bas en 2021, pesant sur les résultats financiers de l'Institution, qui sont en retrait par rapport à 2020.

Le résultat de l'exercice 2021 s'élève à +1,4 M€. Il était positif de 2,1 M€ en 2020.

Gouvernance

Conformément aux statuts de l'Institution, le Bureau, la Présidence et la Vice-présidence ainsi que les Commissions ont été renouvelés en juin 2021. Le Président de l'Institution est Monsieur Bernard Lecat et le Vice-Président, Monsieur Pascal Hochard. Le prochain renouvellement aura lieu en juin 2023.

Profil de risque

Dans le contexte de la crise sanitaire et économique actuelle, l'Institution n'a pas pris en 2021 et jusqu'à la date de validation de ce rapport, de décisions modifiant son profil de risque, et le Conseil d'Administration du 15 décembre 2021 a confirmé les objectifs stratégiques qu'il fixait à l'Institution dans le cadre de son appétence aux risques.

Valorisation à des fins de solvabilité et gestion du capital

Les actifs et les passifs de l'Institution sont valorisés selon une hypothèse de continuité d'exploitation. Les outils et les méthodes utilisés pour valoriser le bilan prudentiel et mesurer le capital de solvabilité requis n'ont pas connu d'évolutions majeures. L'Institution utilise la formule standard définie par la réglementation. Les fonds propres prudentiels éligibles au 31/12/2021 s'élèvent à 130,8 M€ et le capital de solvabilité requis à 34,4 M€. Le taux de couverture du capital de solvabilité requis par les fonds propres éligibles s'établit donc à 380%.

Autres informations

Dans un contexte d'un environnement de l'assurance en pleine mutation, Smatis France et Uniprévoyance ont fait le choix de constituer fin 2016, un groupe prudentiel « UGO » (sous la forme juridique d'une SGAPS), dans le respect de leurs identités, afin de s'enrichir de leurs différences et de leurs complémentarités. La MCCI a rejoint UGO au 1^{er} janvier 2018.

A ACTIVITE ET RESULTATS

A.1 ACTIVITÉ

A.1.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Uniprévoyance est une Institution de Prévoyance, constituée dans le cadre des dispositions du livre IX du Code de la Sécurité sociale et régie par les articles L931-I et suivants de ce même Code. En conséquence, Uniprévoyance est une personne morale de droit privé ayant un but non lucratif, administrée paritairement par des membres du collège adhérent et des membres du collège participant.

Le siège social et unique établissement de l'Institution est situé au 10, rue Massue à VINCENNES (94).

Elle est régie selon des statuts dont la dernière version a été approuvée par les Assemblées Générales Ordinaire du 16 juin 2016 et Extraordinaire du 13 décembre 2016.

Elle est contrôlée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), localisée au 4 Place de Budapest, 75436 Paris.

Les Commissaires aux Comptes d'Uniprévoyance, renouvelés lors de l'Assemblée Générale du 16 juin 2016 pour la période 2016-2021, sont :

- le cabinet MAZARS, dont le siège social est au 61, rue Henri Regnault – Tour Exaltis à COURBEVOIE (92), représenté par Monsieur Olivier LECLERC (suppléant, Monsieur Michel BARBET-MASSIN),
- le cabinet ERNST & YOUNG, dont le siège social est au 1 Place des Saisons – Tour First à COURBEVOIE (92), représenté par Monsieur Abder AOUAD (suppléant, cabinet PICARLE & ASSOCIES, représenté par Monsieur Pierre PLANCHON).

Uniprévoyance a créé une Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale (une « SGAPS »), UGO, avec la mutuelle Smatis France le 13 décembre 2016, à effet du 1^{er} juillet 2017. La SGAPS UGO est soumise au contrôle de l'ACPR et elle est l'entité combinante des comptes des entités affiliées ainsi que des entreprises sur lesquelles elles exercent un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence dominante au sens des Articles 211-I à 211-9 du règlement ANC n°2020-01 du 9 octobre 2020. La MCCI a rejoint la SGAPS UGO au 1^{er} janvier 2018.

A.1.2 LIGNES D'ACTIVITÉ

Uniprévoyance est agréée pour les activités des branches :

1 - Accidents (y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles)

2 - Maladie

20 – Vie-Décès (toutes opérations comportant des engagements dont l'exécution dépend de la durée de vie humaine autres que les activités visées aux branches 22 et 26)

Elle opère en France uniquement.

Uniprévoyance protège les salariés, anciens salariés, retraités des entreprises et organismes adhérents et leurs ayants droit, contre les aléas de la vie, principalement en tant qu'assureur direct et dans certains cas en tant que réassureur, au travers des garanties de prévoyance collective suivantes :

Frais de soins de santé – Maladie – Chirurgie – Maternité

Elles permettent le versement de prestations sous la forme d'indemnités en complément des remboursements effectués par la Sécurité sociale au titre des prestations en nature de l'assurance maladie, de l'assurance maternité ou de la législation sur les accidents du travail ou les risques professionnels. Elles couvrent les participants assurés et généralement leurs ayants droit.

Eventuellement, elles peuvent comprendre le versement d'une indemnité forfaitaire « frais d'obsèques » en cas de décès.

Ces garanties sont regroupées au sens de l'Article 80 de la Directive 2009/138/CE (Directive « Solvabilité 2 ») sous les lignes d'activité « (1) Assurance de frais médicaux » pour les affaires directes et « (13) Réassurance de frais médicaux » pour les affaires acceptées en réassurance.

Incapacité – Invalidité – Accident

Elles permettent le versement de prestations sous la forme d'un capital, d'indemnités journalières ou de rentes en cas d'arrêt de travail ou d'invalidité permanente totale ou partielle par maladie ou de décès accidentel des participants assurés.

Les garanties liées à l'incapacité temporaire de travail et au décès accidentel sont regroupées au sens de l'Article 80 de la Directive « Solvabilité 2 » sous les lignes d'activité « (2) Assurance de protection du revenu » pour les affaires directes et « (14) Réassurance de protection du revenu » pour les affaires acceptées en réassurance.

L'invalidité permanente est quant à elle considérée sous les lignes d'activité « (33) Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé » pour les affaires directes, et « (35) Réassurance santé » pour les affaires acceptées en réassurance.

Vie – Décès

Elles permettent le versement de prestations sous la forme d'un capital ou de rentes en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive des participants assurés.

Éventuellement, elles peuvent comprendre le versement d'une indemnité forfaitaire « frais d'obsèques » en cas de décès.

Ces garanties sont regroupées au sens de l'Article 80 de la Directive « Solvabilité 2 » sous les lignes d'activité « (32) Autre assurance vie » pour les affaires directes et « (36) Réassurance vie » pour les affaires acceptées en réassurance.

En synthèse, les lignes d'activité d'Uniprévoyance au sens de la Directive « Solvabilité 2 » sont les suivantes :

Garantie	Niveau d'assurance	Ligne d'activité « Solvabilité 2 »
Frais de soin de santé Maladie Chirurgie Maternité	Affaires directes	(1) Assurance de frais médicaux
Frais de soin de santé Maladie Chirurgie Maternité	Affaires acceptées en réassurance	(13) Réassurance de frais médicaux
Incapacité Accident	Affaires directes	(2) Assurance de protection du revenu
Incapacité Accident	Affaires acceptées en réassurance	(14) Réassurance de protection du revenu
Invalidité permanente	Affaires directes	(33) Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé
Invalidité permanente	Affaires acceptées en réassurance	(35) Réassurance santé
Vie Décès	Affaires directes	(32) Autre assurance vie
Vie Décès	Affaires acceptées en réassurance	(36) Réassurance vie

A.2 RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

Résultat technique brut de réassurance de l'Institution en K€ toutes activités confondues

K€	2021	2020
Primes émises brutes de réassurance	777 360	742 879
Produits financiers alloués au compte technique (*)	432	472
Autres produits techniques (*)	18 046	16 720
Charge de sinistres	-606 048	-617 754
Variation des autres provisions techniques	-96 764	-24 733
Dépenses engagées	-80 331	-72 426
Résultat technique brut de réassurance	12 694	45 157

Résultat technique net de réassurance de l'Institution en K€ toutes activités confondues

K€	2021	2020
Primes émises nettes de réassurance	31 420	29 200
Produits financiers alloués au compte technique	432	472
Autres produits techniques	18 046	16 720
Charge de sinistres	-23 884	-28 327
Variation des autres provisions techniques	-1 217	1 146
Dépenses engagées	-22 683	-17 452
Résultat technique net de réassurance	2 114	1 759

Résultat technique net de réassurance de l'Institution en K€ par ligne d'activité (2021)

N° de la ligne d'activité	Ligne d'activité	Brut	Cédé	Net
(1) et (13)	Assurance et réassurance de frais médicaux	37 178	-35 105	2 073
(2) et (14)	Assurance et réassurance de protection du revenu	-62 164	60 720	-1 444
(32)	Autre assurance vie	22 500	-21 762	738
(33)	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	17 632	-17 057	575
(35)	Réassurance Santé	-730	803	72
(36)	Réassurance vie	-1 722	1 822	100
Total		12 694	-10 580	2 114

Dans un marché de la complémentaire santé et de la prévoyance toujours plus concurrentiel et exigeant et dans un contexte toujours marqué par la crise sanitaire et ses répercussions économiques, le chiffre d'affaires 2021 de l'Institution s'inscrit en nette progression (+4,6% à 777,4 M€). De nouveaux clients ont fait confiance à Uniprévoyance pour assurer leurs salariés et des clients en portefeuille ont confié à l'Institution des risques ou des populations supplémentaires à assurer.

Le développement est marqué par une progression significative de l'activité prévoyance (+12%) et une production toujours dynamique d'affaires nouvelles via OCCEA (outil de souscription digital mis à disposition des courtiers). Le chiffre d'affaires santé progresse de 1,4%.

Après une année 2020 très atypique en matière de sinistralité en particulier sur le risque santé, l'année 2021 a été marquée par des effets de rattrapage sur la consommation des soins de santé et par l'impact de la mise en place du 100% santé pour les garanties dentaires et audiologies. Pour le risque prévoyance, la sinistralité des garanties incapacité (arrêt de travail) s'inscrit en hausse entre 2020 et 2021.

L'Institution reste vigilante sur l'évolution de la sinistralité notamment en raison de la portabilité des garanties. La surveillance de ce risque et de ces impacts sur les portefeuilles assurés concerne les garanties santé et prévoyance.

A.3 RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'Institution sont composés d'un portefeuille de valeurs mobilières cotées (obligations, OPC¹ et SCPI²) et de dépôts bancaires. Les revenus pris en compte dans le résultat des investissements sont donc des coupons obligataires, des dividendes, des réalisations de plus ou moins-values et des intérêts bancaires. Ils sont répartis entre le résultat technique (de souscription) et le résultat non technique selon la réglementation comptable en vigueur.

Résultat des investissements en K€

K€	2021			2020		
	Technique	Non technique	Total	Technique	Non technique	Total
Produits financiers	432	1 474	1 906	472	1 537	2 010
Frais de gestion des investissements	-108	-369	-477	-83	-268	-351
Résultat financier	324	1 105	1 429	390	1 269	1 659

Dans la continuité de 2020, les banques centrales ont poursuivi leurs soutiens aux économies par le biais de rachats d'actifs et d'une politique de taux d'un niveau historiquement bas. Le niveau d'activité soutenu et les pressions inflationnistes apparues en cours d'année 2021 ont toutefois conduit les banques centrales à laisser entrevoir un ralentissement graduel de leurs soutiens dès 2022.

La traduction sur les marchés financiers a été la suivante :

- les rendements monétaires et obligataires court terme sont restés négatifs tout au long de l'année 2021,
- la poursuite des politiques de soutien aux économies des banques centrales a maintenu les taux et les primes de risque à des niveaux bas en 2021,
- les marchés actions ont bénéficié de la reprise économique et de l'effet « flux » favorable lié aux taux obligataires extrêmement bas.

Dans cet environnement financier complexe et risqué, l'Institution a su tirer profit de la volatilité et de la hausse des marchés actions pour limiter la baisse des rendements de ses actifs, en particulier obligataires.

Le résultat financier est en retrait entre 2020 et 2021.

Les fonds propres de l'Institution comprennent la réserve de capitalisation, dans le poste des autres réserves. Elle est destinée à prémunir Uniprévoyance contre le risque de dépréciation des obligations comprises dans son actif et à la diminution de leur revenu. Cette réserve est prise en compte dans les éléments de fonds propres servant à couvrir le capital de solvabilité requis (SCR). Elle est alimentée par les plus-values, nettes d'impôt, réalisées lors des cessions de titres obligataires et réduite en cas de moins-values. La réserve de capitalisation a été dotée pour un montant de 14 K€ en 2021.

¹ Organisme de Placement Collectif

² Société Civile de Placement Immobilier

A.4 RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

Les résultats des autres activités comprennent principalement les dépenses relatives à l'action sociale de l'Institution. Ils sont les suivants :

K€	2021	2020
Autres produits/charges non techniques	28	35
Action sociale (*)	-505	-505
Résultat des autres activités	-477	-469

(*) Ce montant tient compte des attributions effectuées au titre de l'action sociale ainsi que des dépenses de fonctionnement de cette activité.

A.5 AUTRES INFORMATIONS

A.5.1 INFORMATIONS RELATIVES À L'EXERCICE 2021

Le résultat de l'exercice 2021 s'élève à +1,35 M€. Il était positif de 2,1 M€ en 2020.

B SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration prend toute décision afin que l'Institution puisse remplir les engagements qu'elle a pris au titre de ses opérations. Il détermine les orientations relatives à son activité.

Le Conseil d'Administration, le Bureau et les différentes Commissions fonctionnent selon les règles fixées dans les statuts ou le règlement intérieur du Conseil d'Administration, conformément aux recommandations du CTIP en la matière.

Le Président assure la régularité du fonctionnement de l'Institution conformément aux statuts. Il préside les réunions du Bureau, du Conseil d'Administration et de certaines Commissions. Le Vice-Président seconde le Président et le remplace en cas d'empêchement.

La structure, l'organisation et les missions du Conseil d'Administration n'ont pas connu d'évolution en 2021 ou à la date de rédaction du présent rapport.

Conformément aux articles 8 et 9 des statuts de l'Institution, le Conseil d'Administration, le Bureau, la Présidence et la Vice-Présidence ainsi que les Commissions ont été renouvelés en juin 2021. Le prochain renouvellement aura lieu en juin 2023 pour le Bureau, la Présidence et la Vice-Présidence ainsi que les Commissions, et en juin 2025 pour le Conseil d'Administration.

Le Président de l'Institution est Monsieur Bernard Lecat et le Vice-Président, Monsieur Pascal Hochard.

B.1.2 LES COMMISSIONS

Les Commissions n'ont pas de pouvoir décisionnaire, à l'exception de la Commission Sociale dans le cadre d'un budget qui lui a été délégué par le Conseil d'Administration.

Elles préparent les décisions du Conseil d'Administration à partir des dossiers constitués et présentés par la Direction Générale.

Il y a, outre la Commission Sociale :

- la Commission Audit et Gestion des Risques qui :
 - suit le processus d'élaboration de l'information financière et prudentielle,
 - suit la politique, les procédures et les systèmes de gestion des risques,
 - procède à l'examen des rapports sur le contrôle interne, sur le contrôle périodique et des commissaires aux comptes,
 - procède à l'audition du responsable de contrôle interne et des responsables des fonctions clés.
- la Commission Financière qui propose les lignes directrices relatives au domaine des investissements financiers et suit les résultats de leur gestion,

- la Commission Informatique qui propose les orientations en matière d'investissements informatiques et suit les principaux travaux concernant les systèmes d'informations,
- la Commission Développement et Communication qui propose les orientations en matière de politique de développement et de communication.

La structure, l'organisation et les missions des Commissions n'ont pas connu d'évolution en 2021 ou à la date de rédaction du présent rapport.

B.1.3 LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le Conseil d'Administration nomme, en dehors de ses membres, le Directeur Général. Le Conseil d'Administration nomme également, sur proposition du Directeur Général, une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le Directeur Général et le(s) Directeur(s) Général (aux) Délégué(s) dirigent effectivement l'Institution au sens de l'article L. 931-7-I du Code de la Sécurité sociale.

Le Directeur Général de l'Institution est Monsieur Bruno Liger-Belair et le Directeur Général Délégué, Madame Catherine Lombard.

Le Conseil d'Administration fixe les conditions dans lesquelles il leur délègue les pouvoirs nécessaires à la gestion de l'Institution.

B.1.4 LES FONCTIONS CLÉS

Depuis le 1^{er} janvier 2016, sur proposition de la Direction Générale et conformément aux articles 268 à 272 du Règlement Délégué 2015/35, l'Institution a désigné les Responsables des quatre fonctions clés suivantes :

- gestion des risques,
- vérification de la conformité,
- audit interne,
- actuariat.

Ces fonctions sont hiérarchiquement rattachées à la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration veille à ce que ces quatre fonctions clés soient intégrées dans l'organisation d'une manière qui garantisse que chaque fonction est exempte d'influences pouvant compromettre sa mission.

Les dispositions communes appliquées aux quatre fonctions sont les suivantes :

- les personnes titulaires des fonctions peuvent communiquer avec tout membre du personnel,
- elles disposent de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires,
- elles peuvent accéder sans restriction à toutes les informations pertinentes dont elles ont besoin,
- elles signalent immédiatement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration tout problème majeur relevant de leur domaine de responsabilité.

B.1.5 LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

- Le Conseil d'Administration

Les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont gratuites ; toutefois, les administrateurs présents aux Conseils d'Administration, Bureaux ou Commissions, ont droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour ainsi qu'éventuellement à des indemnités pour perte de salaires subie à l'occasion de leurs fonctions, selon un barème fixé par le Conseil d'Administration et sur présentation des justificatifs.

- Les dirigeants effectifs

Une Commission « Nominations et rémunérations » composée de 6 administrateurs dont le Président et le Vice-Président traite spécifiquement de la rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué.

B.2 EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

B.2.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La compétence du Conseil d'Administration est appréciée collectivement à partir des connaissances et de l'expérience des administrateurs dans les domaines suivants :

- marchés de l'assurance et marchés financiers,
- stratégie de l'Institution et son modèle économique,
- système de gouvernance de l'Institution,
- analyse financière et actuarielle,
- exigences législatives et réglementaires applicables à l'Institution.

Les informations administratives et attestations sur l'honneur demandées annuellement aux administrateurs et demandées systématiquement à chaque nouvel administrateur ou aux administrateurs renouvelés pour juger de leur expérience sont décrites dans la procédure d'évaluation du Conseil d'Administration.

Une attention particulière est portée au programme des formations mises à disposition des administrateurs et en particulier des administrateurs non expérimentés. Un récapitulatif des formations suivies par chaque administrateur tout au long de son mandat est actualisé régulièrement. La synthèse des formations suivies par les administrateurs est fournie une fois par an au Conseil d'Administration.

L'Institution s'assure de l'honorabilité des membres du Conseil d'Administration lors de leur nomination et de leur renouvellement par :

- la demande d'un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de 3 mois,
- l'établissement obligatoire d'une attestation individuelle relative à la nature des activités professionnelles au cours des dix années précédant le mandat, à toute sanction (disciplinaire, licenciement pour faute lourde...) ou exercice dans des entreprises sous surveillance (mesures de sauvegarde, liquidation...) sur la même période.

Chaque année, il est également demandé aux administrateurs de remplir et signer un recueil de conflit d'intérêt. L'ensemble des documents demandés dans le cadre de l'évaluation de la compétence et de l'honorabilité des administrateurs est conservé par le secrétariat des instances de l'Institution.

B.2.2 LES COMMISSIONS

Le Conseil d'Administration veille à ce que les membres des Commissions soient choisis en fonction de leur expérience dans les domaines concernés. En particulier, la Commission Audit et Gestion des Risques doit réunir des compétences en matière actuarielle, comptable et financière.

Les Présidents des Commissions sont désignés en fonction de leurs compétences personnelles dans les domaines couverts par les Commissions.

B.2.3 LES DIRIGEANTS EFFECTIFS ET LES FONCTIONS CLÉS

Les dirigeants effectifs sont choisis selon leurs connaissances et leur expérience dans les domaines liés à l'activité de l'entreprise (assurance) et dans le domaine du management.

L'Institution s'assure de l'honorabilité des dirigeants effectifs lors de leur nomination par :

- la demande d'un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de 3 mois.
- l'établissement obligatoire d'une attestation individuelle relative à la nature des activités professionnelles au cours des dix années précédant le mandat, à toute sanction (disciplinaire, licenciement pour faute lourde...) ou exercice dans des entreprises sous surveillance (mesures de sauvegarde, liquidation...) sur la même période.

Les responsables des fonctions clés sont sélectionnés en fonction de leurs connaissances et de leur expérience en assurance et dans le domaine concerné par la fonction ou dans des domaines approchants. Un extrait du casier judiciaire est demandé aux titulaires des fonctions clés pressentis.

B.3 SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

B.3.1 LA GOUVERNANCE DES RISQUES

Elle s'appuie sur la gouvernance de l'Institution.

En particulier, le Conseil d'Administration supervise l'organisation de la gestion des risques. Il valide, sur proposition des différentes Commissions, les politiques générales de gestion des risques et définit, dans le cadre de sa stratégie, l'appétence aux risques qui va permettre de déterminer le cadre dans lequel doivent se dérouler les activités de l'Institution.

Il valide le rapport sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (« l'ORSA ») et veille à ce qu'il soit actualisé en cas d'évènement important.

Le Conseil d'Administration charge la Direction Générale de l'application de la politique de gestion des risques ainsi définie.

La Direction Générale s'appuie sur :

- les directeurs et/ou responsables des activités opérationnelles qui participent à l'élaboration de la cartographie des risques,
- la fonction clé gestion des risques,
- la fonction clé vérification de la conformité,
- la fonction clé audit interne,
- la fonction clé actuariat,
- le dispositif de contrôle interne.

B.3.2 LE DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Le dispositif de gestion des risques couvre l'ensemble des activités et concerne tous les acteurs de l'Institution. Les axes principaux de ce dispositif au sein d'Uniprévoyance sont les suivants :

- la formalisation des politiques,
- l'identification des risques et leur évaluation, avec la mise en place de tableaux de bord de suivi et d'alerte ainsi que de plans de remédiation associés,
- la rédaction de procédures avec la mise en place et la formalisation de contrôles de premier niveau (directions ou services opérationnels) et de deuxième niveau (contrôle interne),
- la réalisation de missions d'audit interne (contrôle de troisième niveau).

B.3.3 LA FONCTION CLE GESTION DES RISQUES

Le responsable de la fonction facilite la mise en œuvre du système de gestion des risques relatifs à :

- la souscription et le provisionnement,
- la gestion actif – passif,
- les investissements,
- le risque de liquidité et de concentration,
- le risque opérationnel,
- la réassurance.

En liaison avec les autres fonctions, il suit le profil de risque général de l'Institution et rend compte à la Direction Générale et au Conseil d'Administration des expositions aux risques existants et les conseille sur l'émergence de nouveaux risques.

B.3.4 L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)

La démarche d'évaluation interne des risques et de la solvabilité fait partie intégrante du pilotage stratégique d'Uniprévoyance. Elle vise à donner à la Direction Générale et au Conseil d'Administration une compréhension des risques auxquels l'Institution est soumise, et à leur permettre de mesurer les conséquences de leurs décisions sur la solvabilité de l'Institution.

Le processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité se déroule au moins une fois par an, et fait l'objet d'un rapport présenté au Conseil d'Administration pour approbation.

Après la revue du profil de risque et de l'appétence au risque par le Conseil d'Administration, la stratégie et les comptes prévisionnels à 4 ans de l'Institution sont élaborés et soumis à la validation du Conseil d'Administration. Sur la base des comptes prévisionnels validés, les trois évaluations suivantes sont réalisées :

- l'évaluation du respect permanent des exigences réglementaires en matière de fonds propres et de provisions techniques, dans le scénario central des comptes prévisionnels et dans différents scénarios de stress définis en fonction des risques pesant sur la stratégie de l'Institution,
- l'évaluation de la déviation du profil de risque de l'Institution par rapport aux hypothèses sous-jacentes de la formule standard,
- l'évaluation du Besoin Global de Solvabilité, découlant des deux premières évaluations.

Ces évaluations sont également effectuées de façon ponctuelle lorsqu'un événement le nécessite :

- en tout état de cause, avant toute prise de décision stratégique par le Conseil d'Administration, qui pourrait entraîner une modification du profil de risque de l'Institution ou une déviation importante par rapport aux hypothèses centrales des comptes prévisionnels.
Un rapport actualisé intégrant l'impact des évolutions stratégiques projetées est préparé.
- à la suite d'un événement ayant un impact significatif sur l'Institution.
Un rapport actualisé (partiel ou complet) peut alors être présenté au Conseil d'Administration afin qu'il puisse si nécessaire adapter sa stratégie en fonction des résultats de celui-ci.
- au quotidien par la Direction Générale, afin de respecter les limites d'appétence aux risques fixées par le Conseil d'Administration, dans les décisions pour piloter annuellement la prise de risque maximale ainsi que les investissements et les projets à réaliser par les différentes directions ou unités opérationnelles de l'Institution.

B.4 SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne d'Uniprévoyance est constitué par l'ensemble des règles, des procédures et des structures organisationnelles conçues pour assurer le bon fonctionnement et la bonne performance de l'Institution. Il s'agit d'un processus dynamique impliquant à des niveaux différents la Direction Générale, les différents organes de gouvernance (Conseil d'Administration et Commissions spécialisées), l'ensemble des directions ou services (opérationnels et fonctionnels) au titre de leurs travaux de contrôle des activités d'exploitation quotidiennes, le contrôle interne, la fonction de vérification de la conformité et l'audit interne.

Le dispositif de contrôle permanent repose :

- sur la mise en œuvre continue de l'identification et l'évaluation des risques,
- sur l'élaboration des procédures avec leurs points de contrôles,
- sur l'élaboration d'un reporting spécifique des contrôles,
- sur la gestion des incidents,
- et sur la mise en place d'un pilotage adapté.

Ce dispositif s'appuie sur une organisation et une gouvernance favorisant la maîtrise des risques et la bonne performance de l'entreprise. L'organisation comprend trois niveaux :

- niveau 1 : les personnels opérationnels et le management,
- niveau 2 : le contrôle interne,
- niveau 3 : l'audit interne.

Le contrôle interne est rattaché hiérarchiquement à la Direction Générale. Il participe annuellement à la rédaction des rapports relatifs aux activités de contrôle interne qui sont soumis à la Commission Audit et Gestion des Risques puis validés par le Conseil d'Administration de l'Institution.

Le responsable de la fonction clé vérification de la conformité intervient sur le périmètre en lien avec l'activité de l'Institution (pratiques commerciales, distribution des produits, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, protection des données à caractère personnel, éthique et déontologie professionnelle). Elle a pour objectifs de :

- s'assurer de la conformité de l'entreprise à la réglementation, aux recommandations, aux normes professionnelles ou aux directives de la Direction Générale en application notamment des orientations du Conseil d'Administration,
- identifier, évaluer, superviser et suivre l'exposition au risque de non-conformité de l'entreprise,
- assurer pour le compte du Conseil d'Administration la veille relative aux réglementations, recommandations et normes professionnelles applicables à l'entreprise,
- identifier les impacts potentiels pour l'entreprise en cas de changement de la réglementation et suivre les principaux cas de jurisprudence,
- alerter le Conseil d'Administration en cas de problèmes majeurs liés à la conformité.

B.5 FONCTION CLÉ AUDIT INTERNE

Une politique d'audit interne, revue et approuvée annuellement par la Commission Audit et Gestion des Risques, définit et précise la mission, les pouvoirs et les responsabilités de l'audit interne au sein d'Uniprévoyance.

Le titulaire de la fonction n'exerce aucune activité opérationnelle.

Le responsable de la fonction clé audit interne procède à l'évaluation des processus de gouvernement d'entreprise, de management des risques et de contrôle, tels que définis au sein de l'Institution. Par ses propositions, elle contribue à améliorer la sécurité et à optimiser les performances globales de l'organisation.

Dans le cadre de son obligation de rendre des comptes à la Direction Générale et à la Commission Audit et Gestion des Risques, la fonction clé audit interne est rattachée hiérarchiquement à la Direction Générale et a une relation étroite et continue avec la Commission Audit et Gestion des Risques afin de garantir son indépendance. Elle leur communique annuellement un rapport des activités d'audit.

Elle a pour obligation de saisir la Présidence du Conseil d'Administration si elle constate une infraction de quelque nature que ce soit ou si ses préconisations concernant un risque majeur de l'Institution n'ont pas été prises en compte.

B.6 FONCTION CLÉ ACTUARIAT

Les missions du responsable de la fonction clé actuariat sont les suivantes :

- il vérifie la fiabilité des méthodes, des données, des hypothèses et des outils utilisés dans le calcul des provisions techniques, et le caractère adéquat de leur montant,
- il donne son avis sur la politique de souscription,
- il donne son avis sur la politique de réassurance,
- il participe à la mise en œuvre du système de gestion des risques.

Il établit annuellement un rapport actuariel qui est soumis à la Commission Audit et Gestion des Risques puis présenté au Conseil d'Administration de l'Institution.

B.7 EXTERNALISATION

Une activité est considérée comme externalisée dès lors qu'Uniprévoyance confie à une entité juridique externe (le prestataire), la fourniture structurelle de services ou installations utilisés dans les processus ou les supports lui permettant de réaliser son métier principal en assurance ou des activités de support nécessaires à son fonctionnement.

Dans ce cadre, les principes et critères de l'externalisation retenus et décrits dans une politique d'externalisation mise en place au sein d'Uniprévoyance, sont les suivants :

- une analyse préalable approfondie,
- une sélection prudente du prestataire,
- une surveillance adaptée du prestataire,
- une ouverture à l'audit interne ou externe,
- une continuité d'activité garantie,
- une contractualisation des relations et conditions d'externalisation.

Historiquement, Uniprévoyance a pris la décision de déléguer la gestion des régimes frais de santé de ses entreprises adhérentes de manière à pouvoir offrir à ses participants une prestation sur mesure, adaptée aux spécificités de chaque régime et de la localisation géographique de ses participants et des personnes couvertes. Uniprévoyance délègue également la gestion d'une partie des prestations arrêt de travail.

Les autres activités externalisées par Uniprévoyance sont :

- une partie de la gestion financière,
- certaines prestations informatiques.

B.8 AUTRES INFORMATIONS

Le dispositif de gouvernance de l'Institution est en adéquation avec la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à son activité.

Aucune autre information importante n'est à relever concernant la gouvernance de l'Institution pour l'exercice 2021.

C PROFIL DE RISQUE

Conformément à l'Article 295 du Règlement Délégué 2015/35, cette section présente une analyse du profil de risque de l'Institution. Pour chaque catégorie de risques, les éléments suivants sont détaillés :

- la description des risques auxquels l'Institution est exposée,
- la façon dont les risques sont mesurés et suivis,
- les concentrations éventuelles de risques,
- les éléments d'atténuation des risques en vigueur à la date d'arrêté,
- des analyses de sensibilité des fonds propres prudentiels de l'Institution aux différents risques.

C.1 RISQUE DE SOUSCRIPTION

C.1.1 DESCRIPTION DES RISQUES DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription est le risque que prend l'Institution dans son activité d'assurance. Ce risque est lié à la nature même de l'activité d'assurance, et à l'inversion du cycle de production qui la caractérise. En effet, lorsque les salariés des entreprises adhèrent aux contrats collectifs de l'Institution, celle-ci prend l'engagement de régler tous les sinistres survenus durant la période de couverture, alors qu'elle n'en connaît pas encore le coût définitif.

Le risque de souscription se décompose en trois catégories :

- le risque de « prime », c'est-à-dire le risque que les cotisations perçues par l'Institution soient insuffisantes pour régler les sinistres aux bénéficiaires des contrats et pour couvrir les frais de fonctionnement de l'Institution,
- le risque de « provisionnement », c'est-à-dire le risque que les provisions constituées pour régler les sinistres futurs soient inférieures à la charge réelle de sinistres dans le futur,
- le risque de survenance d'un sinistre majeur, telle une catastrophe pouvant générer des décès ou invalidités multiples, ou telle une pandémie pouvant entraîner le cumul de prestations santé, arrêt de travail, voire décès.

Le portefeuille ne présente à fin 2021 aucune concentration significative de risque sur une entreprise, une branche ou une zone géographique. En effet, Uniprévoyance est une Institution multisectorielle, et couvre aussi bien les salariés de petites entreprises que les salariés de grands groupes implantés sur l'ensemble du territoire français.

C.1.2 SUIVI DES RISQUES DE SOUSCRIPTION

Les risques de souscription portés par l'Institution sont mesurés et suivis par le service technique et par le service actuariat et résultats/flux d'Uniprévoyance. À une fréquence annuelle, les résultats techniques par client et/ou par produit sont examinés, et des aménagements de tarif et/ou de garanties sont réalisés l'année suivante afin de maintenir ou de rétablir l'équilibre des contrats. Des comptes prévisionnels peuvent également être établis en cours d'année, permettant de prendre les évolutions récentes du portefeuille analysé, dans les aménagements proposés. Dans le cadre des travaux d'arrêté des comptes annuels et semestriels, la rentabilité globale des portefeuilles assurés est examinée ; Les bonis ou malis de provisions sont calculés et analysés, et ils permettent d'ajuster les montants provisionnés au plus près de la sinistralité réelle des portefeuilles.

C.1.3 ANALYSES DE SENSIBILITÉ

Des analyses de sensibilité des fonds propres prudentiels de l'Institution aux différentes situations de risques identifiées et des tests de résistance à des scénarios de choc sur l'activité sont réalisés au moins une fois par an dans le cadre des travaux sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (processus « ORSA »).

Les méthodes utilisées pour réaliser ces analyses sont identiques à celles appliquées pour la valorisation du bilan prudentiel et des provisions techniques, et décrites dans la section D du présent rapport. Elles consistent à faire varier un ou plusieurs paramètres (chiffre d'affaires, ratios « sinistres/primes », taux de frais, etc.) dans les outils de calcul des provisions.

C.2 RISQUE DE MARCHÉ

C.2.1 DESCRIPTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque de perte pour l'Institution généré par les fluctuations des prix des instruments financiers. Étant donné la politique de réassurance de l'Institution, le risque de marché porte essentiellement sur le portefeuille des placements financiers en représentation des fonds propres et des provisions techniques nettes de réassurance, dont le montant en valeur de réalisation s'élève à 172,4 M€ au 31/12/2021.

Les placements financiers sont alloués conformément à la politique d'investissement entre :

- un portefeuille court terme, destiné à couvrir les besoins en trésorerie d'exploitation, investi dans des produits monétaires ou obligataires, répartis entre des supports à taux fixes ou variables et investis sur des comptes à terme, livrets, certificats de dépôt ou Organismes de Placements Collectifs,
- un portefeuille moyen/long terme, comprenant une poche sécuritaire composée principalement d'obligations, et une poche dynamique constituée de parts d'OPC³ actions, obligataires ou diversifiés, et de parts de SCPI⁴.

La gestion des placements sécuritaires en obligation est déléguée à un gérant d'actifs spécialisé, au travers d'un mandat de gestion. Les autres placements sont gérés directement par Uniprévoyance. La sélection des titres est réalisée conformément au principe de la « personne prudente », dans la mesure où les risques présentés par ces titres peuvent être simplement identifiés, mesurés et gérés, et ne remettent pas en cause la sécurité, la qualité, la liquidité et la rentabilité du portefeuille. L'Institution n'est notamment pas investie dans des instruments financiers à terme ou dans des titres structurés, et bénéficie de rapports réguliers sur la performance et les risques de ses placements de la part des mandataires et des sociétés de gestion avec lesquelles elle travaille.

Les risques de marché auxquels le portefeuille est exposé à fin 2021 sont les suivants :

- risque de crédit obligataire (ou risque de « spread ») affectant la qualité de crédit des émetteurs obligataires (entreprises ou états) et entraînant une chute de la valeur des titres obligataires,
- risque d'une hausse rapide des taux d'intérêts, entraînant une baisse de la valeur des titres obligataires aujourd'hui en portefeuille,
- risque d'un maintien des taux d'intérêts à des niveaux proche de zéro, générant un risque de réinvestissement des titres échus à des rendements très faibles,

³ Organisme de Placement Collectif

⁴ Société Civile de Placement Immobilier

- risque d'une baisse des marchés actions,
- risque d'une baisse du marché immobilier,
- risque d'une dépréciation des devises étrangères par rapport à l'euro.

Uniprévoyance privilégie la diversification de ses investissements, et des limites par émetteur sont notamment fixées au gérant du mandat obligataire. Ainsi, le portefeuille de placements d'Uniprévoyance ne présente à fin 2021 aucune concentration excessive de risque sur une classe d'actifs, un émetteur, un secteur ou une zone géographique.

C.2.2 SUIVI DES RISQUES DE MARCHÉ

La Direction Administrative et Financière d'Uniprévoyance réalise un suivi régulier de l'évolution des marchés financiers de manière rétrospective et prospective, avec l'appui notamment de son conseil financier. La situation des marchés financiers est également examinée lors de chacune des rencontres avec les gestionnaires d'actifs de l'Institution.

Dans le cadre du dispositif de gestion des risques, un tableau de bord trimestriel construit à partir de la cartographie des risques financiers permet de mesurer et de suivre les risques de marché.

En outre, les résultats trimestriels de la politique d'investissement des placements financiers permettent de s'assurer des performances de ceux-ci par rapport aux objectifs fixés et aux évolutions de marché.

C.2.3 ANALYSES DE SENSIBILITÉ

De la même façon que pour les risques de souscription, les analyses de sensibilité des fonds propres prudentiels de l'Institution aux différents risques identifiés et des tests de résistance à des scénarios de choc sur les marchés financiers sont réalisées au moins une fois par an dans le cadre des travaux sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (processus « ORSA »).

Les méthodes utilisées pour réaliser ces analyses correspondent à celles appliquées dans le cadre de la formule standard de calcul du capital de solvabilité requis au titre des risques de marché.

Au 31/12/2021, aucune sensibilité significative n'a été identifiée.

C.3 RISQUE DE CRÉDIT

C.3.1 DESCRIPTION DES RISQUES DE CRÉDIT

Le risque de crédit provient de l'incertitude quant à la possibilité ou la volonté des contreparties ou des clients de l'Institution de remplir leurs engagements de paiement ou de remboursement.

Le risque de crédit lié aux émetteurs obligataires a été traité dans le chapitre relatif au risque de marché (C.2), et n'est donc pas repris ici.

Pour Uniprévoyance, un risque de crédit existe principalement sur les contreparties suivantes :

- les réassureurs,
- les banques auprès desquelles est déposée une partie des placements,
- les cédantes,
- les clients et les intermédiaires (délégataires de gestion).

Néanmoins, compte tenu de la solidité financière des différents partenaires avec lesquels Uniprévoyance est en relation, le risque reste limité pour l'Institution.

De plus, concernant la réassurance, des sûretés sont données à Uniprévoyance en couverture des engagements cédés en cas de défaillance du réassureur, sous forme de titres nantis ou de dépôts espèces. Ces sûretés atténuent significativement le risque de crédit sur les réassureurs pour l'Institution.

Uniprévoyance a fait le choix de travailler avec un nombre restreint de réassureurs et de banques dont la solidité financière est avérée, et de ce fait le risque de crédit est concentré sur ces contreparties.

C.3.2 SUIVI DES RISQUES DE CRÉDIT

Les indicateurs de risque de crédit sur les réassureurs sont suivis dans le tableau de bord trimestriel des risques financiers. Ce sont notamment les suivants :

- les montants recouvrables auprès des réassureurs nets des sûretés reçus en garantie,
- la notation de solidité financière des réassureurs,
- si le réassureur n'est pas noté par une agence de notation, le taux de couverture du capital de solvabilité requis (SCR).

C.3.3 ANALYSES DE SENSIBILITÉ

Les analyses de sensibilité des fonds propres prudentiels de l'Institution à une dégradation de la solidité financière de ses contreparties sont réalisées au moins une fois par an dans le cadre des travaux sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (processus « ORSA »).

Ces analyses s'appuient sur les notations financières des contreparties et la probabilité de défaut qui leur est associé dans le cadre de la formule standard de calcul du capital de solvabilité requis.

C.4 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Uniprévoyance est exposée au risque de liquidité si elle ne peut pas vendre dans les délais convenus et dans des conditions de marché normales, ses placements financiers pour pouvoir régler par exemple les prestations à ses assurés aux échéances prévues au contrat.

Compte tenu de la politique d'investissement des placements, le risque de liquidité est très limité pour l'Institution :

- la trésorerie d'exploitation est exclusivement investie dans des OPC (Organismes de Placement Collectif) monétaires, cotés quotidiennement sur le marché français, ou placés sur des comptes de dépôt, sans préavis pour le retrait des fonds déposés,
- les placements moyen/long terme utilisables en cas de besoin sont investis dans des obligations et dans des OPC (Organismes de Placements Collectifs) ou des SCPI (Société Civile de Placement Immobilier). Les supports utilisés dans la gestion moyen/long terme sont cotés quotidiennement sur le marché français. Concernant spécifiquement le portefeuille obligataire, la qualité des émetteurs sélectionnés réduit très fortement le risque de vendre des titres avec une décote significative en cas de besoin de trésorerie dans un contexte défavorable (période de hausse des taux).

C.5 RISQUE OPÉRATIONNEL

C.5.1 DESCRIPTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel est défini dans la Directive 2009/138/CE (« Solvabilité II ») comme « le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs ». Il comprend les risques juridiques et de non-conformité, mais ne comprend ni les risques découlant de décisions stratégiques, ni les risques de réputation.

Les risques opérationnels propres à Uniprévoyance sont recensés dans une cartographie des risques, et classés selon le référentiel de l'IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne) en 7 grandes catégories de risques :

1. Clients, tiers, produits et pratiques commerciales
2. Exécution, livraison et gestion des processus
3. Dysfonctionnements de l'activité et des systèmes
4. Pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail
5. Dommage aux actifs corporels
6. Fraude interne
7. Fraude externe

Au regard de son activité et de son organisation, les risques opérationnels les plus fréquents pour l'Institution sont rattachés aux catégories « 2. Exécution, livraison et gestion des processus », et « 3. Dysfonctionnements de l'activité et des systèmes ». Parmi les risques rares mais potentiellement très coûteux, il convient de noter la défaillance d'un délégataire de gestion, qui en conséquence ne reverserait pas à l'Institution les cotisations collectées pour son compte. Une politique et une procédure d'externalisation formalisent et encadrent l'entrée en relation avec un délégataire, puis le suivi de la délégation de gestion. Un processus de suivi et d'évaluation de la maîtrise de la délégation de gestion a été mis en œuvre au sein d'Uniprévoyance.

C.5.2 SUIVI DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Pour les risques opérationnels identifiés dans la cartographie comme les plus significatifs en termes de fréquence et/ou d'impact financier, des processus et des contrôles sont mis en œuvre dans le cadre du dispositif de contrôle interne de l'Institution.

De plus, Uniprévoyance recense les incidents opérationnels dans une base incidents, selon le référentiel établi dans la cartographie des risques opérationnels. Les statistiques issues de cette base, et notamment la perte réelle et/ou le coût généré par la perte de productivité associée aux différents incidents survenus au cours de l'année, sont restitués à la Direction Générale au moins une fois par an.

C.6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS

C.6.1 RISQUE DE RÉPUTATION

La réputation d'Uniprévoyance est assise sur la solidité du paritarisme et du dialogue qui en découle. L'image qu'elle veut en donner s'appuie notamment sur un service de qualité rendu à la clientèle assurée. L'exposition au risque de réputation reste toutefois limitée et les risques les plus critiques seraient les suivants :

- manquement majeur aux obligations de conformité réglementaire (ACPR, CNIL, Code de la Sécurité sociale, Code du travail...) ; Par exemple, les décisions de la commission des sanctions de l'ACPR ou les sanctions pécuniaires de la formation contentieuse de la CNIL sont rendues publiques. En fonction de leur importance ou de leur sensibilité, ces sanctions peuvent être relayées dans les médias professionnels ou grand-public, affectant l'image de l'organisme assureur.

Uniprévoyance assure une veille réglementaire notamment sur ces sujets.

- non résolution d'un litige avec un assuré ou une entreprise, suicide d'un salarié dans l'entreprise, actes répréhensibles d'un membre du Conseil d'Administration ou de la Direction Générale.

La médiatisation d'un de ses risques affecterait l'image de l'Institution. Uniprévoyance est attentive à ces risques.

C.6.2 RISQUES STRATÉGIQUES

Compte tenu de son activité et de son positionnement, les principaux risques stratégiques d'Uniprévoyance sont les suivants :

C.6.2.1 MODIFICATIONS MAJEURES DE L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE

Elles peuvent porter sur une modification du champ d'action de l'assurance complémentaire santé ou de la prévoyance collective mais également sur une évolution de l'environnement social et fiscal des contrats collectifs.

Toute modification majeure du champ d'action de l'assurance complémentaire santé, de la prévoyance collective et de l'environnement social et fiscal des contrats collectifs implique une évolution et/ou une adaptation des produits commercialisés par l'Institution et/ou de leur tarification – pouvant avoir un impact significatif sur le chiffre d'affaires, les ressources ou les dépenses d'Uniprévoyance.

C.6.2.2 LE GROUPE UGO

Uniprévoyance a créé une Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale (une « SGAPS »), UGO, avec la mutuelle SMATIS France le 13 décembre 2016, à effet du 1^{er} juillet 2017. La MCCI a rejoint la SGAPS UGO le 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre, des risques spécifiques sont pris en compte par Uniprévoyance, avec notamment ceux liés à la mise en œuvre des mécanismes de solidarité financière prévus dans la convention d'affiliation à la SGAPS.

C.7 AUTRES INFORMATIONS

Dans le contexte de la crise sanitaire et économique qui a marqué de nouveau l'année 2021, l'Institution n'a pas pris en 2021 et jusqu'à la date de validation de ce rapport, de décisions modifiant son profil de risque. Aucune alerte majeure n'a été identifiée par l'Institution sur l'année 2021, et le Conseil d'Administration du 15 décembre 2021 a confirmé les objectifs stratégiques qu'il fixait à l'Institution dans le cadre de son appétence aux risques.

Cependant, l'Institution reste particulièrement vigilante au suivi des risques majeurs potentiels, en lien avec un environnement en pleine mutation et de sortie de crise. Dans ce contexte, l'Institution portera une attention particulière au risque cyber ainsi qu'aux risques liés au changement climatique et à la transition énergétique.

D VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

Pour établir le bilan prudentiel au 31/12/2021, Uniprévoyance s'est appuyé sur le Règlement Délégué 2015/35 publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 janvier 2015, sur le Règlement Délégué 2019/981 publié le 18 juin 2019 modifiant le précédent règlement et sur les orientations de l'EIOPA sur le Pilier I parues en février 2015.

Bilan au 31/12/2021 (en K€)

ACTIF	Bilan statutaire	Bilan prudentiel	PASSIF	Bilan statutaire	Bilan prudentiel
Actifs incorporels	122	-	Fonds propres	129 971	130 835
Placements	321 953	326 437			
Provisions techniques cédées			Provisions techniques brutes	1 177 116	1 179 465
	1 146 373	1 146 483	<i>Meilleure estimation</i>		1 171 497
			<i>Marge pour risque</i>		7 968
			Provisions pour risques et charges	660	1 900
Créances	219 214	219 214	Dépôts espèces des réassureurs	130 337	130 337
Autres actifs	1 820	1 820	Autres dettes	251 417	251 417
Compte de régul. Actif	936	-	Compte de régul. Passif	917	-
Impôts différés actifs	-	-	Impôts différés passif	-	-
TOTAL	1 690 419	1 693 955	TOTAL	1 690 419	1 693 955

D.1 ACTIFS**D.1.1 ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels d'Uniprévoyance sont composés principalement de logiciels. Dans le bilan statutaire, ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition amorti. Ces logiciels ne pouvant être vendus séparément et n'ayant pas de valeur de marché, ils sont, conformément à l'Article 12 du Règlement Délégué 2015/35, valorisés à zéro dans le bilan prudentiel de l'Institution au 31/12/2021.

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Actifs incorporels	122	0

D.1.2 PLACEMENTS

Les placements d'Uniprévoyance sont composés :

- d'un portefeuille de placements en valeurs mobilières cotées et de dépôts bancaires,
- de dépôts espèces auprès des cédantes.

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire		Valeur bilan prudentiel
	Valeur brute	Valeur nette comptable	
Participations	-	-	-
Actions	-	-	-
Obligations	71 021	70 916	73 674
Fonds d'investissement	35 781	35 837	37 545
Produits dérivés	-	-	-
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	61 155	61 223	61 223
Autres placements	-	-	-
Total Placements en valeurs mobilières	167 957	167 976	172 441
Dépôts auprès des cédantes	153 996	153 996	153 996
TOTAL PLACEMENTS	321 953	321 971	326 437

Ces placements sont valorisés dans le bilan prudentiel à leur valeur de réalisation à la date d'arrêté. Cela revient à réintégrer à la valeur brute comptabilisée au bilan statutaire le montant des plus ou moins-values latentes, des amortissements de « surcotes/décotes » obligataires et des intérêts et dividendes courus.

D.1.3 CRÉANCES

Les créances d'Uniprévoyance sont composées :

- des créances nées d'opérations d'assurance directes (notamment les cotisations émises et non encaissées),
- de créances nées d'opérations d'assurance prises en acceptations (notamment les comptes courants avec les cédantes),
- d'autres créances.

Elles sont valorisées dans le bilan prudentiel à leur valeur nette comptable. En effet, celle-ci correspond à la valeur de recouvrement des créances pour l'Institution.

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Créances	219 214	219 214

D.1.4 AUTRES ACTIFS

Les autres actifs correspondent aux actifs corporels d'exploitation (agencements et aménagements réalisés sur le bâtiment et matériels et mobiliers nécessaires à l'exploitation de l'Institution), aux charges constatées d'avance et au solde des comptes courants bancaires.

En vertu du principe de proportionnalité, et compte tenu de la nature et du faible poids des immobilisations corporelles dans le total de son bilan (<0,01% du total de l'actif du bilan statutaire au 31/12/2021), Uniprévoyance considère que l'écart de valorisation issu de la différence entre la méthode du coût amorti (utilisé en comptabilité française) et la méthode de réévaluation conforme aux normes comptables internationales imposées à l'Article 9 du Règlement Délégué 2015/35 n'est pas significative, et valorise donc ses actifs corporels à leur valeur nette comptable.

D.1.5 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés sont valorisés dans le bilan prudentiel conformément à l'article 15 du Règlement Délégué Solvabilité 2.

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Impôts différés actifs	0	-4 544
Impôts différés passifs	0	1 120
Position nette d'impôts différés	0	-3 424
Impôts différés comptabilisés	0	0

Les impôts différés sont valorisés sur la base des différences – dites temporelles - entre les valeurs économiques des actifs et passifs telles qu'inscrites au bilan prudentiel et leurs valeurs fiscales :

- un passif d'impôt différé (dette d'impôt) est comptabilisé pour toute différence temporelle positive,
- un actif d'impôt différé (créance d'impôt) est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible. Afin de justifier du caractère recouvrable des actifs d'impôts différés, l'Institution réalise donc une projection de ses bénéfices imposables.

Les actifs et passifs d'impôt sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Au 31 décembre 2021 :

Le montant d'impôt différé net issu de ce calcul est un impôt différé actif s'élevant à 3 424 K€. Néanmoins, au regard des perspectives des résultats futurs de l'Institution, Uniprévoyance a fait le choix de considérer, par prudence, que ce montant d'impôt différé actif ne serait pas recouvrable sur des bénéfices futurs imposables. Par conséquent, le montant des impôts différés comptabilisé dans le bilan prudentiel au 31/12/2021 est égal à zéro.

D.2 PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques de l'Institution se décomposent de la façon suivante (le détail par ligne d'activité est donné en annexe dans les états S.12.01 et S.17.01) :

Provisions techniques brutes de réassurance

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Provisions techniques – non-vie	574 196	641 573
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	574 196	641 573
Meilleure estimation santé (similaire à la non-vie)	-	637 239
Marge de risque santé (similaire à la non-vie)	-	4 334
Provisions techniques - vie (hors UC ou indexés)	602 920	537 892
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	347 782	283 376
Meilleure estimation santé (similaire à la vie)	-	281 570
Marge de risque santé (similaire à la vie)	-	1 807
Provisions techniques vie (hors santé, UC ou indexés)	255 138	254 516
Meilleure estimation vie	-	252 689
Marge de risque vie	-	1 827
Autres provisions techniques	-	-
TOTAL Provisions techniques brutes	1 177 116	1 179 465

Provisions techniques cédées

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Provisions techniques cédées – non-vie	543 732	609 120
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	543 732	609 120
Provisions techniques cédées - vie (hors UC ou indexés)	602 641	537 363
Provisions techniques cédées santé (similaire à la vie)	347 782	286 009
Provisions techniques cédées vie (hors santé, UC ou indexés)	254 859	251 354
TOTAL Provisions techniques cédées	1 146 373	1 146 483

Les provisions techniques inscrites au bilan statutaire sont calculées selon les normes comptables françaises définies par les articles 142 et 143 du Règlement n°2015-11 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance, et décrites dans le rapport annuel 2021 de l'Institution.

Les provisions techniques inscrites au bilan prudentiel sont égales, conformément aux dispositions de l'article 77 de la Directive Solvabilité 2, à la somme de la « meilleure estimation » et de la marge pour risque, décrites dans les chapitres suivants.

D.2.1 « MEILLEURE ESTIMATION » DES PROVISIONS TECHNIQUES (OU « BEST ESTIMATE »)

La « meilleure estimation » des provisions techniques est calculée au 31/12/2021 comme la valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs générés par les engagements jusqu'à leur extinction, estimée sur la base de la courbe des taux d'intérêt sans risque de la zone euro à fin 2021, publiée par l'EIOPA. Elle est constituée par :

- la « meilleure estimation » des sinistres, égale à la valeur actuelle probable des flux sortants (prestations et frais de gestion futurs) générés par les engagements acquis à la date d'arrêté jusqu'à leur extinction,
- la « meilleure estimation » des primes, égale à la valeur actuelle probable des flux entrants (cotisations) et sortants (charge de prestations et frais de gestion) rattachés aux affaires reconduites ou nouvellement conclues pour l'année 2022, et prenant en compte les effets potentiels de la résiliation à tout moment des contrats santé.

D.2.1.1 FLUX DE PRESTATIONS

Les flux de prestations pris en compte dans le calcul de la « meilleure estimation » des sinistres sont calculés par ligne d'activité, par catégories de contrats, et par garantie :

- les flux de prestations de type « rentes » (incapacité, invalidité, rentes de conjoint et rentes d'éducation) sont projetés dossier par dossier, à l'aide des tables de maintien et/ou de mortalité réglementaire, de la même façon que pour les provisions mathématiques statutaires. Les lissages éventuels liés aux changements de tables réglementaires prévus dans les normes statutaires ne sont en revanche pas appliqués dans le cadre des projections prudentielles. Une année de revalorisation de ces prestations est projetée selon les taux de revalorisation contractuels,
- les flux de remboursement de frais de soins ou de règlement de capitaux décès sont projetés à partir des provisions pour sinistres à payer (PSAP) et des provisions pour sinistres inconnus (PSI) calculées selon les normes

statutaires, et écoulées selon les cadences observées dans les triangles de liquidation des prestations pour l'ensemble du portefeuille.

Les flux de prestations rattachés à la survenance 2022 et pris en compte dans le calcul de la « meilleure estimation » du résultat prévisionnel des engagements 2022 (« meilleure estimation des primes ») sont calculés par ligne d'activité, par catégories de contrats et par garantie à partir de ratios « Sinistres/Primes » cibles appliqués aux cotisations de la survenance 2021. Ces derniers sont calibrés à partir de l'historique des ratios « Sinistres/Primes » observés par catégorie de contrats pour chaque garantie.

D.2.1.2 FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion projetés dans les « meilleures estimations » des sinistres et des primes au 31/12/2021 sont proportionnels aux flux de prestations. Les frais projetés dans la « meilleure estimation » des primes prennent également en compte des frais d'acquisition et de gestion proportionnels aux cotisations.

Les taux de frais appliqués ont été calibrés sur un historique de coûts réels observés, en y intégrant le cas échéant des évolutions par rapport aux modifications organisationnelles ou opérationnelles. Ces taux de frais intègrent une hypothèse d'inflation. Cette hypothèse est calibrée à partir du point mort d'inflation observée sur les OAT (obligations d'état françaises) indexées sur l'inflation au 31/12/2021, publié par l'Agence France Trésor.

D.2.2 MARGE POUR RISQUE

La marge pour risque est calculée de façon à ce que la valeur des provisions techniques prudentielles corresponde au montant qu'une entreprise d'assurance demanderait pour reprendre et honorer les engagements de l'Institution.

La marge pour risque, qui s'ajoute au montant de la « meilleure estimation » des provisions techniques au passif du bilan prudentiel, représente le coût d'immobilisation du capital généré par les engagements portés par l'Institution jusqu'à leur extinction, si celle-ci devait les transférer à une entreprise d'assurance tierce. Elle est calculée conformément aux articles 37 à 39 du Règlement Délégué 2015/35, comme 6% du Capital de Solvabilité Requis (SCR) projeté jusqu'à l'extinction des engagements de l'Institution.

Le calcul de la marge pour risque au 31/12/2021 a été réalisé en combinant les méthodes simplifiées de niveau 2 et de niveau 3 proposée par les textes : ainsi, au lieu d'avoir une approche globale, il a été retenu une approche de projection par nature de SCR (contrepartie, marché...) et donc de risque.

Le SCR de référence sur lequel est basé le calcul de la marge de risque prend en compte l'ensemble des risques de souscription auxquels l'Institution est soumise, le risque de contrepartie et le risque opérationnel.

Le montant de la marge pour risque s'élève à fin 2021 à **7 968 K€**.

D.2.3 NIVEAU D'INCERTITUDE

Les principales sources d'incertitude dans l'estimation des provisions techniques prudentielles au 31/12/2021 portent sur l'estimation des frais et de l'inflation, et sur l'estimation de la sinistralité associée à la survenance 2022.

D.2.4 AJUSTEMENTS ET MESURES TRANSITOIRES

Uniprévoyance n'a pas appliqué l'ajustement égalisateur visé à l'Article 77 *ter* de la Directive Solvabilité 2 dans son calcul de la « meilleure estimation » des provisions techniques au 31/12/2021.

Uniprévoyance n'a pas non plus utilisé la correction pour volatilité visé à l'Article 77 *quinquies* de la Directive Solvabilité 2.

Uniprévoyance n'a pas appliqué la courbe des taux d'intérêt sans risque transitoire visée à l'article 308 *quater* de la Directive Solvabilité 2 pour calculer la « meilleure estimation » des provisions techniques au 31/12/2021.

Enfin, Uniprévoyance n'a pas appliqué la déduction transitoire visée à l'article 308 *quinquies* de la Directive Solvabilité 2.

D.2.5 MONTANTS RECOUVRABLES AU TITRE DES CONTRATS DE RÉASSURANCE

Uniprévoyance ne possède que des traités de réassurance proportionnelle en quote-part. Les flux nets de réassurance sont donc déterminés à partir des flux bruts et de la quote-part cédée à chaque réassureur auxquels est appliqué un coefficient d'ajustement lié au risque de défaut du réassureur.

Les montants recouvrables au titre de la réassurance correspondent aux flux de prestations projetés multipliés par la quote-part prévue au traité de réassurance.

Le coefficient d'ajustement lié au défaut du réassureur a été déterminé à l'aide d'une simplification proposée à l'Article 61 du Règlement Délégué 2015/35. Les probabilités de défaut des contreparties par notation ont été supposées égales à celles définies dans la formule standard pour le calcul du SCR de contrepartie.

D.3 AUTRES PASSIFS

D.3.1 PROVISIONS NON TECHNIQUES

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Provision pour risques et charges	660	660
Provision d'indemnités de fin de carrière	-	1 240

Les provisions autres que les provisions techniques sont composées pour Uniprévoyance de :

- la provision pour risques et charges. Selon l'Article 9 du Règlement Délégué 2015/35, cette provision doit être valorisée selon la norme comptable internationale IAS 37. Compte tenu du montant limité comptabilisé au bilan statutaire et en vertu du principe de proportionnalité, la provision pour risques et charges d'Uniprévoyance est valorisée à sa valeur nette comptable,

- la provision d'indemnités de fin de carrière (convention collective). Conformément à l'Article 9 du Règlement Délégué 2015/35, elle est valorisée selon la norme comptable internationale IAS 19.

D.3.2 DÉPÔTS ESPÈCES DES RÉASSUREURS

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Dépôts espèces des réassureurs	130 337	130 337

Des dépôts espèces sont prévus dans certains accords de réassurance, pour couvrir les engagements cédés. Ils sont valorisés dans le bilan prudentiel à leur valeur nette comptable à la date d'arrêt.

D.3.3 AUTRES DETTES

31/12/2021 (K€)	Valeur bilan statutaire	Valeur bilan prudentiel
Autres dettes	251 417	251 417

Les autres dettes d'Uniprévoyance sont composées principalement :

- des comptes courants avec les réassureurs ou d'autres assureurs,
- des dettes envers les établissements de crédit,
- des dettes envers le personnel (engagements sociaux essentiellement),
- des taxes et charges dues à l'État et aux différents organismes sociaux.

Elles sont valorisées dans le bilan prudentiel à leur valeur nette comptable à la date d'arrêt.

D.4 MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Uniprévoyance n'applique pas de méthodes de valorisation alternatives à celles présentées dans les chapitres précédents de ce rapport.

D.5 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante n'est à relever concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité pour l'exercice 2021.

E GESTION DU CAPITAL

Pour évaluer le capital cible requis (« SCR ») Solvabilité 2 au 31/12/2021, Uniprévoyance s'est appuyé sur le Règlement Délégué 2015/35 publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 janvier 2015, sur le Règlement Délégué 2019/981 publié le 18 juin 2019 modifiant le précédent règlement et sur les orientations de l'EIOPA sur le Pilier I parues en février 2015.

E.1 FONDS PROPRES

E.1.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA GESTION DES FONDS PROPRES

De par l'article 23 des statuts de l'Institution, le résultat de l'exercice (excédentaire ou déficitaire) est affecté aux fonds propres (Fonds Général de Réserve après les dotations/reprises des réserves spécifiques comme celles relatives au Fonds de garantie) à l'issue de l'approbation des comptes annuels par l'Assemblée Générale.

L'article 24 des statuts permet à l'Institution de constituer un fonds de développement pour lui procurer les éléments de solvabilité nécessaires à ses engagements. Ce fonds est alimenté en cas de besoin par des emprunts contractés en vue de financer un plan d'intervention ou un plan de développement à moyen ou long terme.

L'emprunt subordonné d'un montant de 2,0 M€ contracté par l'Institution en 2006 n'a pas connu d'évolution en 2021. Aucun nouvel emprunt n'a été nécessaire à l'Institution au cours de l'année écoulée.

E.1.2 FONDS PROPRES AU 31/12/2021

Les éléments de fonds propres prudentiels sont classés en 3 niveaux, en fonction des caractéristiques suivantes :

- a) Leur disponibilité permanente pour absorber complètement les pertes, que ce soit dans le cadre d'une exploitation continue ou en cas de liquidation,
- b) Leur caractère subordonné, c'est-à-dire qu'en cas de liquidation, le remboursement de l'élément sera refusé à son détenteur jusqu'à ce que tous les autres engagements, y compris d'assurance et de réassurance, aient été honorés,
- c) Leur durée de disponibilité : elle doit être suffisante par rapport aux engagements d'assurance et de réassurance. Cette durée est appréciée en tenant compte notamment de l'exemption d'incitation à rembourser, de charges financières obligatoires et de contraintes.

Les éléments de fonds propres de base de niveau 1 doivent vérifier à la fois les critères de disponibilité permanente, de subordination et de durée suffisante. Les éléments de fonds propres de base sont classés au niveau 2 s'ils ne vérifient que les critères de subordination et de durée suffisante. Les autres éléments de fonds propres sont classés au niveau 3.

L'admission d'éléments de fonds propres de niveau 2 ou 3 à la couverture du SCR ou du MCR est soumise à des limites quantitatives.

La détermination des fonds propres de base prudentiels est effectuée à partir des fonds propres statutaires, qui sont composés du fonds d'établissement, des réserves et du résultat de l'exercice. A ces instruments de fonds propres viennent s'ajouter ou se soustraire des éléments spécifiques en norme prudentielle :

- l'écart de valorisation entre l'actif net du bilan prudentiel et du bilan statutaire,
- l'emprunt subordonné.

Au 31/12/2021, les fonds propres prudentiels d'Uniprévoyance se décomposent de la façon suivante :

31/12/2021 (K€)	Fonds propres statutaires	Fonds propres prudentiels	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Fonds d'établissement	5 000	5 000	5 000	-	-
Réserves	121 620	121 620	121 620	-	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	1 351	1 351	1 351	-	-
Écarts de valorisation bilan prudentiel / comptable	-	864	864	-	-
Position nette d'impôts différés passifs	-	-	-	-	-
Position nette d'impôts différés actifs	-	-	-	-	-
Emprunt subordonné	2 000	2 000	2 000	-	-
TOTAL Fonds Propres	129 971	130 835	130 835	-	-

Les écarts de valorisation entre le bilan statutaire et le bilan prudentiel au 31/12/2021, détaillés dans le chapitre D, permettent d'expliquer le passage des fonds propres statutaires aux fonds propres prudentiels :

31/12/2021 (K€)	Écart de valorisation
(a) Fonds propres statutaires	129 971
Actifs incorporels	-122
Placements	4 466
Provisions techniques nettes (hors marge de risque)	5 728
Marge pour risque (MR)	-7 968
Indemnités de fin de carrière	-1 240
Écarts de valorisation avant impôts différés	864
Impôts différés nets	-
(b) Écarts de valorisation	864
(a)+(b) Fonds propres prudentiels	130 835

Les fonds propres du bilan prudentiel sont constitués intégralement par des fonds propres de base (pas de fonds propres auxiliaires) et se décomposent comme suit :

- les fonds propres de niveau I comprennent :
 - les fonds propres d'établissement (5 000 K€ au 31/12/2021),
 - la réserve de réconciliation, égale à la somme :
 - des réserves des comptes statutaires,
 - du report à nouveau,
 - du résultat de l'exercice après impôt,
 - des écarts de valorisation entre le bilan prudentiel et le bilan statutaire.
 - un prêt subordonné d'un montant de 2 000 K€ a été souscrit en décembre 2006 pour une durée indéterminée aux fins de renforcer la marge de solvabilité. Les intérêts sont payables tous les ans à terme échu. Les conditions contractuelles ne prévoient pas de clause et/ou d'indexation particulière en termes de rémunération, pouvant par exemple inciter l'emprunteur à rembourser par anticipation. Compte tenu de ces caractéristiques, il est bien éligible à la première catégorie de fonds propres, sans limite quantitative.
 - il n'y a à ce jour aucun élément de fonds propres de niveau 2,
 - les fonds propres de niveau 3 sont constitués de la position nette d'impôts différés actifs : celle-ci est égale à zéro au 31/12/2021.

Au 31/12/2021, l'ensemble des fonds propres d'Uniprévoyance est classé au niveau I et est éligible en totalité à la couverture du SCR et du MCR.

E.2 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

E.2.1 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS (SCR) ET TAUX DE COUVERTURE AU 31/12/2021

Uniprévoyance calcule les exigences de capital à partir de la **formule standard** proposée par l'EIOPA, sans utiliser de paramètres qui lui sont propres (« USP ») et sans appliquer la clause transitoire sur le risque action.

Le capital de solvabilité requis, ou « SCR » (« Solvency Capital Requirement ») s'élève au 31/12/2021 à **34 407 K€** et se décompose par risque de la façon suivante :

	2021 (K€)	% du BSCR
SCR de défaut de contrepartie	10 038	38%
SCR de souscription Santé	14 231	54%
SCR de souscription vie	2 620	10%
SCR de marché	11 507	43%
Effet diversification global	-11 930	-45%
BSCR	26 467	100%
SCR opérationnel	7 940	30%
Ajustement Impôts Différés	0	0%
SCR	34 407	130%

Le taux de couverture du SCR par les fonds propres éligibles au 31/12/2021 s'élève à :

$$\text{Taux de couverture du SCR} = \frac{\text{Fonds propres éligibles}}{\text{SCR}} = \frac{130\,835\text{ K€}}{34\,407\text{ K€}} = 380\%$$

E.2.2 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) ET TAUX DE COUVERTURE AU 31/12/2021

Le minimum de capital requis, ou « MCR » (« Minimum Capital Requirement ») s'élève au 31/12/2021 à **8 602 K€**.

En effet, le montant au 31/12/2021 de MCR « linéaire », fonction du volume d'activité (primes et provisions nettes), n'est pas compris entre 25% et 45% du SCR, le MCR d'Uniprévoyance est donc égal au plancher relatif de 25% du SCR. Le taux de couverture du MCR par les fonds propres éligibles au 31/12/2021 s'élève à :

$$\text{Taux de couverture du MCR} = \frac{\text{Fonds propres éligibles}}{\text{MCR}} = \frac{130\,835\text{ K€}}{8\,602\text{ K€}} = 1\,521\%$$

E.2.3 COMPARAISON AVEC LE CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS (SCR) ET LE MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) AU 31/12/2020

	2021 (K€)	2020 (K€)	Variation (%)
SCR de défaut de contrepartie	10 038	11 291	-11,1%
SCR de souscription Santé	14 231	13 028	9,2%
SCR de souscription vie	2 620	2 359	11,1%
SCR de marché	11 507	10 653	8,0%
Effet diversification global	-11 930	-11 629	2,6%
BSCR	26 467	25 702	3,0%
SCR opérationnel	7 940	7 711	3,0%
Ajustement Impôts Différés	0	0	0,0%
SCR	34 407	33 412	3,0%

Le capital de solvabilité requis (« SCR ») augmente de 3,0% entre 2020 et 2021, sa structure en pourcentage entre les différents risques a peu évolué :

- le risque de marché augmente de 8,0% ;
- le risque de souscription vie progresse de 11,1% ;
- le risque de souscription santé augmente de 9,2%
- le risque de contrepartie est en baisse (-11,1%).

E.2.4 SIMPLIFICATIONS UTILISÉES

Le calcul du Capital de Solvabilité Requis a été réalisé en retenant certaines des simplifications proposées dans le Règlement Délégué 2015/35, lorsque la complexité, le temps de calcul ou l'indisponibilité des données ne permettaient pas de mettre en œuvre le calcul complet. Les simplifications utilisées restent proportionnées à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques évalués.

E.2.4.1 SIMPLIFICATION POUR LE CALCUL DU SCR DE CONTREPARTIE

Pour calculer le SCR de contrepartie au 31/12/2021, Uniprévoyance a appliqué :

- la simplification proposée à l'Article 107 du Règlement Délégué 2015/35 pour mesurer l'effet d'atténuation du risque produit par les accords de réassurance,
- la simplification proposée à l'Article 112 du Règlement Délégué 2015/35 pour déterminer la valeur ajustée au risque d'une sûreté afin de tenir compte de l'effet économique de la sûreté.

E.2.4.2 SIMPLIFICATION POUR LE CALCUL DES SCR DE MORTALITÉ VIE ET SANTÉ « SIMILAIRE À LA VIE »

Pour calculer le SCR de mortalité du risque de souscription vie et le SCR de mortalité du risque de souscription santé « similaire à la vie » au 31/12/2021, Uniprévoyance a appliqué respectivement les simplifications proposées aux Articles 91 et 97 du Règlement Délégué 2015/35.

E.2.4.3 SIMPLIFICATION POUR LE CALCUL DU SCR CATASTROPHE VIE

Pour calculer le SCR pour risque de catastrophe en vie au 31/12/2021, Uniprévoyance a utilisé la simplification décrite à l'Article 96 du Règlement Délégué 2015/35.

E.3 UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Uniprévoyance n'a pas utilisé le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul de son capital de solvabilité requis au 31/12/2021.

E.4 DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

Uniprévoyance applique la formule standard, et n'a donc utilisé aucun modèle interne dans le calcul de son capital de solvabilité requis au 31/12/2021.

E.5 NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Au 31/12/2021, Uniprévoyance couvre largement le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis.

E.6 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante n'est à relever concernant la gestion du capital de l'Institution pour l'exercice 2021.

F ANNEXE

Les états sont renseignés en milliers d'euros.

F.I ETAT SE.02.01.16 – BILAN

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Actifs en K €		
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	0
Excédent du régime de retraite	R0050	0
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	144
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	172 441
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	0
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	0
Actions	R0100	0
Actions – cotées	R0110	0
Actions – non cotées	R0120	0
Obligations	R0130	73 674
Obligations d'État	R0140	20 576
Obligations d'entreprise	R0150	53 098
Titres structurés	R0160	0
Titres garantis	R0170	0
Organismes de placement collectif	R0180	37 545
Produits dérivés	R0190	0
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	61 222
Autres investissements	R0210	0
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	0
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	0
Avances sur police	R0240	0
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	0
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	0
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	1146 483
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	609 120
Non-vie hors santé	R0290	0
Santé similaire à la non-vie	R0300	609 120
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	537 363
Santé similaire à la vie	R0320	286 009
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	251 354
Vie UC et indexés	R0340	0
Dépôts auprès des cédantes	R0350	153 996
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	203 683
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	13 418
Autres créances (hors assurance)	R0380	2 113
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	0
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	1 453
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	224
Total de l'actif	R0900	1693 955

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Passifs en K €		
Provisions techniques non-vie	R0510	641 573
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	0
Meilleure estimation	R0540	0
Marge de risque	R0550	0
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	641 573
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	0
Meilleure estimation	R0580	637 239
Marge de risque	R0590	4 334
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	537 892
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	283 376
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	0
Meilleure estimation	R0630	281 570
Marge de risque	R0640	1 807
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	254 516
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	0
Meilleure estimation	R0670	252 689
Marge de risque	R0680	1 827
Provisions techniques UC et indexés	R0690	0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	0
Meilleure estimation	R0710	0
Marge de risque	R0720	0
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	0
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	660
Provisions pour retraite	R0760	1 240
Dépôts des réassureurs	R0770	130 337
Passifs d'impôts différés	R0780	0
Produits dérivés	R0790	0
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	0
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit résidents	ER0801	0
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit résidant dans un pays tiers de la zone euro	ER0802	0
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit résidant dans le reste du monde	ER0803	0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	0
Dettes vis-à-vis d'entités autres que des établissements de crédit	ER0811	0
Dettes vis-à-vis d'entités, autres que des établissements de crédit, résidant dans le même pays	ER0812	0
Dettes vis-à-vis d'entités, autres que des établissements de crédit résidant dans un pays tiers de la zone euro	ER0813	0
Dettes vis-à-vis d'entités, autres que des établissements de crédit résidant dans le reste du monde	ER0814	0
Autres passifs financiers (titres de créance émis)	ER0815	0
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	45 614
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	168 517
Autres dettes (hors assurance)	R0840	37 286
Passifs subordonnés	R0850	2 000
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	0
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	2 000
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	0
Total du passif	R0900	1 565 119
Excédent d'actif sur passif	R1000	128 835

F.2 ETAT S.05.01.02 – PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ

F.2.1 ETAT S.05.01.02.01 – NON VIE ET RÉASSURANCE NON PROPORTIONNELLE ACCEPTÉE

En K€		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)		Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	
		C0010	C0020	
				C0200
Primes émises				
Brut – assurance directe	R0110	439 357	76 397	515 754
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	87 238	13 010	100 248
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130			0
Part des réassureurs	R0140	495 175	89 407	584 582
Net	R0200	31 420	0	31 420
Primes acquises				
Brut – assurance directe	R0210	439 357	76 397	515 754
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	87 238	13 010	100 248
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230			0
Part des réassureurs	R0240	495 175	89 407	584 582
Net	R0300	31 420	0	31 420
Charge des sinistres				
Brut – assurance directe	R0310	368 183	62 821	431 004
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	76 273	6 947	83 220
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330			0
Part des réassureurs	R0340	420 575	69 767	490 342
Net	R0400	23 882	0	23 882
Variation des autres provisions techniques				
Brut – assurance directe	R0410	120	-58 642	-58 522
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	1 604	-15 725	-14 121
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430			0
Part des réassureurs	R0440	3 003	-74 401	-71 398
Net	R0500	-1 278	33	-1 245
Dépenses engagées	R0550	14 205	4 431	18 636
Autres dépenses	R1200			0
Total des dépenses	R1300			18 636

F.2.2 ETAT S.05.01.02.02 – VIE

En K€		Engagements d'assurance vie		Engagements de réassurance vie		Total
		Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
		C0240	C0250	C0270	C0280	
Primes émises						
Brut	R1410	87 841	56 351	6 787	10 379	161 357
Part des réassureurs	R1420	87 841	56 351	6 787	10 379	161 357
Net	R1500	0	0	0	0	0
Primes acquises						
Brut	R1510	87 841	56 351	6 787	10 379	161 357
Part des réassureurs	R1520	87 841	56 351	6 787	10 379	161 357
Net	R1600	0	0	0	0	0
Charge des sinistres						
Brut	R1610	46 937	32 289	4 158	8 440	91 824
Part des réassureurs	R1620	46 937	32 289	4 158	8 438	91 822
Net	R1700	1	0	0	2	3
Variation des autres provisions techniques						
Brut	R1710	-14 392	-4 028	-2 883	-2 819	-24 122
Part des réassureurs	R1720	-14 415	-4 030	-2 883	-2 821	-24 150
Net	R1800	24	2	0	2	28
Dépenses engagées	R1900	2 505	1 463	27	53	4 047
Autres dépenses	R2500					0
Total des dépenses	R2600					4 047
Montant total des rachats	R2700					0

F.3 ETAT S.05.02.01 – PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR PAYS

F.3.1 ETAT S.05.02.01.01 – ENGAGEMENTS EN NON-VIE

En K€		Pays d'origine (France)	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises)- engagements en non-vie
		C0080	C0140
Primes émises			
Brut – assurance directe	R0110	515 754	515 754
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	100 248	100 248
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	0	0
Part des réassureurs	R0140	584 582	584 582
Net	R0200	31 420	31 420
Primes acquises			
Brut – assurance directe	R0210	515 754	515 754
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	100 248	100 248
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	0	0
Part des réassureurs	R0240	584 582	584 582
Net	R0300	31 420	31 420
Charge des sinistres			
Brut – assurance directe	R0310	431 004	431 004
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	83 220	83 220
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	0	0
Part des réassureurs	R0340	490 342	490 342
Net	R0400	23 882	23 882
Variation des autres provisions techniques			
Brut – assurance directe	R0410	-58 522	-58 522
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-14 121	-14 121
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	0	0
Part des réassureurs	R0440	-71 398	-71 398
Net	R0500	-1 245	-1 245
Dépenses engagées	R0550	18 636	18 636
Autres dépenses	R1200		0
Total des dépenses	R1300		18 636

F.3.2 ETAT S.05.02.01.04 – ENGAGEMENTS EN VIE

En K€		Pays d'origine (France)	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en vie
		C0220	C0280
Primes émises			
Brut	R1410	161 357	161 357
Part des réassureurs	R1420	161 357	161 357
Net	R1500	0	0
Primes acquises			
Brut	R1510	161 357	161 357
Part des réassureurs	R1520	161 357	161 357
Net	R1600	0	0
Charge des sinistres			
Brut	R1610	91 824	91 824
Part des réassureurs	R1620	91 822	91 822
Net	R1700	3	3
Variation des autres provisions techniques			
Brut	R1710	-24 122	-24 122
Part des réassureurs	R1720	-24 150	-24 150
Net	R1800	28	28
Dépenses engagées	R1900	4 047	4 047
Autres dépenses	R2500		
Total des dépenses	R2600		4 047

F.4 ETAT S.12.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES VIE ET SANTÉ SIMILAIRE À LA VIE

	Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé		Total (vie hors santé, y compris UC)	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	C0060	C0070	C0190	C0200					
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Meilleure estimation brute	R0030								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080								
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie - total	R0090								
Marge de risque	R0100								
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110								
Meilleure estimation	R0120								
Marge de risque	R0130								
Provisions techniques - Total	R0200								

Enk€	C0060	C0070	C0190	C0200	C0210
	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0
	220 314	252 889	263 598	17 971	281 570
	219 127	251 354	268 189	17 820	286 009
	1187	1335	-4 591	151	-4 440
	1595	232	1640	167	1807
	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0
	221 909	254 516	265 238	18 138	283 376

F.5 ETAT S.17.01.02 - PROVISIONS TECHNIQUES NON VIE

En K€

		Segmentation for:		Total engagements en non-vie	
		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu		
		C0020	C0030		C0180
Provisions techniques calculées comme un tout		R0010	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout		R0050	0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque					
Meilleure estimation					
Provisions pour primes					
Brut		R0060	-12 567	110 428	97 862
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0140	-14 558	111 211	96 654
Meilleure estimation nette des provisions pour primes		R0150	1 991	-783	1 208
Provisions pour sinistres					
Brut		R0160	144 587	394 791	539 377
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		R0240	114 888	397 578	512 466
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres		R0250	29 698	-2 787	26 911
Total meilleure estimation – brut		R0260	132 020	505 219	637 239
Total meilleure estimation – net		R0270	31 689	-3 570	28 119
Marge de risque		R0280	1 162	3 172	4 334
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques					
Provisions techniques calculées comme un tout		R0290	0	0	0
Meilleure estimation		R0300	0	0	0
Marge de risque		R0310	0	0	0
Provisions techniques – Total					
Provisions techniques – Total		R0320	133 182	508 391	641 573
Montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total		R0330	100 331	508 789	609 120
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance des véhicules de titrisation et de la réassurance finie		R0340	32 851	-398	32 453

F.6 ETAT S.I9.01.01 - SINISTRES EN NON VIE – TOTAL DES ACTIVITÉS NON-VIE

Ligne d'activité*	Z0010	1
-------------------	-------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés) - Année de développement (valeur absolue)

		0	1	2	3	4	5	6	15 & +
En K€		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0160
Prior	R0100								0,81
N-6	R0190	284 491	76 813	24 525	2 099	-413	6	2	
N-5	R0200	301 479	96 828	3 894	-91	99	-27		
N-4	R0210	316 229	78 556	11 658	93	25			
N-3	R0220	305 546	73 523	8 725	-462				
N-2	R0230	310 616	82 319	2 336					
N-1	R0240	275 628	80 268						
N	R0250	337 415							

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées - Année de développement (valeur absolue)

		0	1	2	3	4	5	6	15 & +
En K€		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0350
Prior	R0100								0,00
N-6	R0190	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
N-5	R0200	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
N-4	R0210	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
N-3	R0220	0,00	0,00	37,44	0,00				
N-2	R0230	0,00	4 306,45	859,39					
N-1	R0240	129 164,40	11 921,09						
N	R0250	103 200,77							

F.7 ETAT S.23.01.01 – FONDS PROPRES

En K€		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	0				
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	0				
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	5 000	5 000		0	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	0				
Fonds excédentaires	R0070	0				
Actions de préférence	R0090	0				
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	0				
Préserve de réconciliation	R0130	123 835	123 835			
Passifs subordonnés	R0140	2 000		2 000		
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0				
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	0				
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Dédutions						
Dédutions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	0				
Total fonds propres de base après déductions	R0290	130 835	128 835	2 000	0	0
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	0				
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	0				
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320	0				
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	0				
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	0				
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	0				
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	0				
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	0				
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	0				
Total fonds propres auxiliaires	R0400	0			0	0
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	130 835	128 835	2 000	0	0
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	130 835	128 835	2 000	0	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	130 835	128 835	2 000	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	130 835	128 835	2 000	0	
Capital de solvabilité requis	R0580	34 407				
Minimum de capital requis	R0600	8 602				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	3,80				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	15,21				

Réserve de réconciliation

En K€		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	128 835
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	0
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	0
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	5 000
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	0
Réserve de réconciliation	R0760	123 835
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	0

F.8 ETAT S.25.01.01 – CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS – POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD

Capital de solvabilité requis de base

		Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut	Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE
Montants en K€		C0030	C0040	C0050
Risque de marché	R0010	11 507	11 507	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	10 038	10 038	
Risque de souscription en vie	R0030	2 620	2 620	
Risque de souscription en santé	R0040	14 231	14 231	
Risque de souscription en non-vie	R0050	0	0	
Diversification	R0060	-11 930	-11 930	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0	0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	26 467	26 467	

Calcul du capital de solvabilité requis

		Value
Montants en K€		C0100
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	
Risque opérationnel	R0130	7 940
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	0
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	34 407
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de solvabilité requis	R0220	34 407
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0450	
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0460	

F.9 ETAT S.28.02.01 – MINIMUM DE CAPITAL REQUIS – ACTIVITÉS D'ASSURANCE OU DE RÉASSURANCE MIXTES

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		Composants du MCR	
		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,NL)
		C0010	C0020
Montants en KI			
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	6 569	0

Informations

		Informations			
		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Montants en KI					
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	31 689	83 203		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	0	13 759		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)
		C0070	C0080
Montants en KI			
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	R0200	0	419

Total du capital sous risque des engagements vie

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Montants en KI					
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210				
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220				
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230				
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	0		0	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		0		558 031

Calcul du MCR global

		C0130
Montants en KI		
MCR linéaire	R0300	6 988
Capital de solvabilité requis	R0310	34 407
Plafond du MCR	R0320	15 483
Plancher du MCR	R0330	8 602
MCR combiné	R0340	8 602
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	6 200
Minimum de capital requis	R0400	8 602

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montants en KI			
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500	6 569	419
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510	32 345	2 061
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520	14 555	928
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530	8 086	515
Montant notionnel du MCR combiné	R0540	8 086	515
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550	2 500	3 700
Montant notionnel du MCR	R0560	8 086	3 700